

"Lionel Jospin veut faire l'Europe de demain "sans défaire la France"" dans Le Monde (29 mai 2001)

Légende: Le 29 mai 2001, le quotidien français Le Monde commente le discours prononcé la veille à Paris par Lionel Jospin, Premier ministre français, en faveur d'une Union européenne basée sur une fédération d'États-nations pour garantir le bon fonctionnement de l'Europe élargie.

Source: Le Monde. 29.05.2001. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"lionel_jospin_veut_faire_l_europe_de_demain_"sans_defaire_la_france""_dans_le_monde_29_mai_2001-fr-af260068-588c-444f-9d0b-550c06bc0abd.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Lionel Jospin veut faire l'Europe de demain «sans défaire la France»

Dans le discours qu'il a prononcé au Centre d'accueil de la presse étrangère, lundi 28 mai à Paris, le premier ministre a rappelé les valeurs sociales communes aux Quinze et a donné sa vision de la Grande Europe. Il s'est prononcé en faveur d'une «fédération d'Etats-nations» et d'une Constitution européenne.

Lionel Jospin a prononcé, lundi 28 mai à Paris, un discours longtemps attendu sur sa vision de l'avenir de l'Europe. «Je ne suis pas un européen tiède, je ne veux pas d'une Europe fade», a-t-il notamment déclaré. LE CHEF DU GOUVERNEMENT a estimé que l'Europe élargie devait affirmer un projet de société, peser sur le cours du monde et que des réformes profondes étaient nécessaires à l'horizon 2004 pour assurer sa construction politique. LIONEL JOSPIN s'est dit favorable à une «fédération d'Etats-nations» qui convient mieux, à ses yeux, à la majorité des Quinze que le projet résolument fédéral proposé par les Allemands. AVANT CE DISCOURS, le premier ministre avait consulté de nombreuses personnalités, notamment Jacques Delors et le commissaire européen, Pascal Lamy. A L'Elysée, ce rôle de conseiller a été tenu par Michel Barnier. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

L'ELYSÉE ET MATIGNON ont lancé de concert, le 11 avril, le grand débat sur l'Europe qui doit préparer le rendez-vous de 2004. L'Union européenne sera alors à la veille d'un élargissement qui va changer profondément sa nature et son organisation. Il convient donc de s'interroger sur la finalité de la construction européenne - qu'est-ce que nous voulons faire ensemble ? - et sur les moyens d'arriver à des fins communes - comment le faire ?. Dans le discours qu'il a prononcé, lundi 28 mai, au Centre d'accueil de la presse étrangère, situé à la Maison de la radio à Paris, Lionel Jospin a apporté sa pierre au débat.

D'autres hommes politiques français et étrangers l'avaient précédé dans cet exercice. Mais le premier ministre a pris son temps. Son discours était annoncé depuis des mois mais il ne voulait interférer ni avec la présidence française de l'Union, qui s'est achevée le 31 décembre, ni avec les élections municipales. Il ne voulait pas non plus céder aux pressions, qu'elles fussent médiatiques, politiques ou diplomatiques. Il ne pouvait pourtant rester silencieux trop longtemps sous peine d'accréditer une légende de réserve à l'égard de la construction européenne. « Lionel Jospin n'est pas pro, ni anti-européen, il est a-européen », disait récemment un haut fonctionnaire de Bruxelles. Dans son discours, le premier ministre apporte un démenti : « Parce que je ne suis pas un Européen tiède, je ne veux pas d'une Europe fade », bien qu'il n'ait pas, estime-t-il, à convaincre de son engagement européen. Il pense en avoir donné la preuve en s'engageant dès son arrivée au pouvoir, en juin 1997, à respecter les critères de Maastricht et en menant une politique économique conforme au pacte de stabilité. C'est cette politique qui a permis à la France de se qualifier pour l'euro. Il ne cherche pas pour autant à apparaître comme un Européen béat. Lors du référendum sur le traité de Maastricht, il avait exprimé sa position par une formule ambiguë: « Non au non ».

Voici donc le discours qu'on attendait, prononcé devant un public sélectionné - des militants du Mouvement des jeunes socialistes - et des journalistes français et étrangers qui ont été prévenus que le chef du gouvernement ne répondrait à aucune question. Un discours qui décevra les « européistes » convaincus mais qui devrait satisfaire tous les partisans d'une intégration pragmatique, progressive, respectueuse des souverainetés nationales ou de ce qui en reste. Lionel Jospin ne pouvait pas être en retrait par rapport à Jacques Chirac qui a senti, dès le lendemain du discours de Joschka Fischer, le 12 mai 2000 à Berlin, que l'on ne pouvait pas laisser sans réponse cette nouvelle « envie d'Europe ». Le président de la République avait répondu au ministre allemand des affaires étrangères, le 27 juin, depuis un lieu symbolique, le Bundestag installé dans les bâtiments rénovés du Reichstag à Berlin. C'est peu dire que les propos du chef de l'Etat n'avaient pas été appréciés par Matignon, qui les jugeait inopportuns dans la forme et vides sur le fond. Le ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici, avait même déclaré que le discours présidentiel n'engageait pas « les autorités françaises ».

A moins de douze mois de l'élection présidentielle, le discours de Lionel Jospin devrait susciter au sein de la cohabitation moins de polémiques que l'année dernière. Le premier ministre avait averti dès mercredi 23 mai, avant le conseil des ministres, le président de la République, de ses intentions. Il n'a pas voulu se laisser

enfermer dans un débat strictement institutionnel. Il développe donc une conception de l'Europe, de son rôle dans le monde, du rapport des citoyens au pouvoir. Il veut lutter contre un certain désenchantement à l'égard de l'Europe, qui saisit aussi bien les peuples que les responsables. Les objectifs se sont brouillés, les procédures sont devenues opaques. Lionel Jospin veut affirmer un modèle économique et social européen capable de résister à la mondialisation et de proposer aux autres peuples une autre voie de développement que le libéralisme débridé. Cette ambition devrait trouver sa concrétisation dans des propositions telles que la conclusion d'un traité social européen, l'affirmation de la nécessité de services publics forts et efficaces, d'une politique industrielle ambitieuse. Lionel Jospin cite à cet égard les réussites d'Ariane ou d'Airbus qui n'ont pu voir le jour sans la volonté de la puissance publique.

SOLENNISER PAR UN RÉFÉRENDUM

L'Europe qu'il propose se distingue du modèle américain. A plusieurs reprises, le premier ministre critique, ouvertement ou à demi-mot, les Etats-Unis, que ce soit pour leur unilatéralisme, pour leur volonté hégémonique dans les industries de pointe. Il veut une défense européenne capable, à l'avenir, d'aller au-delà des simples missions de maintien de la paix, susceptible de définir « une stratégie à long terme » pour la défense de l'Europe. L'Alliance atlantique n'est jamais citée et si le premier ministre ne prend pas nettement position contre la défense anti-missile préparée par le président George W. Bush, il appelle de ses vœux « une position cohérente [des Européens] face à l'initiative controversée des Etats-Unis de créer un bouclier anti-missiles ». Il plaide pour la diversité culturelle et veut étendre au niveau européen les mécanismes d'aide à la création cinématographique existants en France.

Lionel Jospin se déclare partisan d'associer les pays candidats à cette réflexion sur l'avenir de l'Europe. Après le large débat public, une « convention », sur le modèle de celle qui a mis au point la Charte des droits fondamentaux, devrait préparer le texte d'une Constitution pour une Fédération d'Etats-nations. Celle-ci serait approuvée par les chefs d'Etat et de gouvernement avant d'être soumise aux peuples européens. Lionel Jospin laisse clairement entendre que les Français seraient appelés à solenniser par référendum cette nouvelle avancée de l'intégration.

PASCALE ROBERT-DIARD ET DANIEL VERNET